

nir afin de faire naître dans le cœur du peuple la conviction qu'il devrait donner un verdict en sa faveur à la prochaine élection. Je ne puis donc voir en quoi l'affirmation pure et simple que le parti conservateur a perdu l'appui de telle ou telle province du Dominion soit de nature à aider le peuple canadien à donner une solution au problème de l'administration des chemins de fer nationaux ou à lui annoncer en particulier les mesures à adopter, afin de rétablir l'équilibre entre nos revenus et nos dépenses. Au strict point de vue du parti, cette tactique est peut-être excellente; il se peut toutefois que les représentants du peuple verraient peut-être d'un bon œil le Gouvernement aborder la discussion des principales questions du jour. Nous sommes ici dans le but de débattre ces problèmes, qui ont causé tant de malaise au sein de notre population et qui doivent être réglés au plus tôt et dans le sens de la justice, si nous voulons que notre pays jouisse du brillant avenir que nous ambitionnons pour lui. Puisque le premier ministre désirait rabaisser le débat au niveau de la politique de parti; puisqu'il voulait prononcer une harangue digne de la tribune publique, il aurait pu au moins établir la balance des comptes en communiquant à la Chambre le nombre réel de partisans que lui ont envoyés les trois provinces du Nord-Ouest; il aurait peut-être été à propos aussi d'analyser les raisons pour lesquelles mon honorable ami n'a pas eu plus de succès dans les provinces de l'Ouest. Ces provinces, c'est vrai, n'ont pas élu un seul député de l'opposition, mais mon honorable ami a-t-il remporté plus de succès?

Le premier ministre a fait un calcul basé sur les résultats des élections, calcul au cours duquel ses connaissances en arithmétique l'ont induit à commettre une légère erreur, à mon sens. En effet, si vous appliquez le principe de la représentation proportionnelle, suivant que l'honorable député de Marquette (M. Crerar) ou quelque autre honorable député l'a fait observer au cours du présent débat, vous vous rendez compte que le parti conservateur a droit à une représentation bien plus forte que celle qu'il possède en ce moment. Mon honorable ami a prétendu que l'entrée en scène d'un troisième parti politique a permis aux conservateurs de remporter la victoire dans plusieurs circonscriptions électorales. Il est facile à mon honorable ami de voir que la même cause a produit le même effet dans nombre de circonscriptions au bénéfice du parti libéral. On cite même, à titre d'exemple, le comté qui a élu l'honorable premier ministre.

[L'hon. M. Baxter.]

Je ne saurais dire si le brouillard politique qui existe au bord de la mer n'est que passager, mais nous avons appris — peut-être la nouvelle venait-elle de l'île du Prince-Edouard — que si mon honorable ami eût été défait dans le comté de York-Nord, son parti n'en eût pas éprouvé trop de chagrin. Tel paraît être le premier point de la réplique de mon honorable ami au chef de l'opposition. Le deuxième point, c'est que nous ne devrions pas prendre trop au sérieux les articles politiques publiés en temps d'élection. Il est à présumer qu'il voulait rire. S'il a parlé sérieusement, il y a lieu d'analyser sa déclaration. Que dis-je? Pour se faire une idée de l'influence des mots imprimés on n'aurait qu'à jeter un regard sur les murs d'une certaine autre pièce de cet édifice. Qui ne sait l'effet des articles de journaux et des brochures publiés au cours d'une campagne électorale? S'il est vrai qu'il faille les traiter à la légère et même les dédaigner, quelle sincérité pouvons-nous espérer dans la vie politique? Ce qui a été publié de la part de l'opposition officielle dans la dernière campagne traduisait exactement sa pensée, ses principes et les idées qu'elle se proposait de mettre en pratique si elle était rappelée au timon des affaires. Voilà pourquoi elle a manqué de recueillir un nombre suffisant de suffrages dans une grande partie du pays. (*Exclamation*).

A cause des influences auxquelles on a eu recours, le peuple n'a pas voulu de notre politique. (*Nouvelles exclamations*). Le sentiment de la droite est si conforme au mien, que je lui souhaite de le conserver et d'en profiter à l'avenir.

Le parti progressiste n'a pas eu recours aux subterfuges, lui non plus. Il ne s'accordait pas avec le nôtre sur certains principes vitaux d'administration publique. Nous ne voulions ni du libre-échange ni de la réciprocité et, par conséquent, les électeurs qui appuyaient l'un des deux groupes savaient qu'ils ne pouvaient appuyer l'autre.

Quand j'ai déclaré que le pays avait repoussé notre politique, la droite m'a applaudi. Voyons, maintenant, pourquoi il a accepté les déclarations du parti libéral; je ne connais pas son programme, car son chef nous a avoué que ces choses-là ne constituent qu'un moyen de capter le vote et n'engagent à rien. Comment se fait-il que la droite n'ait pas été victorieuse dans un plus grand nombre de comtés et de provinces? Le premier ministre n'a-t-il pas répété à satiété, au cours de l'élection, qu'il n'existait pratiquement aucune différence entre les visées de son parti et celles